

Infos Eau Publique

La lettre d'information du Collectif pour une Eau Publique

Numéro : 2

Juin 2007

-

Sommaire :

- Pierre Bourguignon et le prix de l'eau.
- Pesticides à Bezancourt : une eau polluée depuis 8 ans, un captage abandonné.
 - Au Fouquet's, on n'a pas bu que du champagne !
 - Des clubs de « goûteurs d'eau » dans l'agglomération ?
- *En bref* : observatoire de l'eau ; François Zimeray aux abonnés absents ; prix de l'eau rive gauche : une avancée ? ; la procédure de protection du captage de Maromme enfin lancée ; étude de l'IFEN.

PIERRE BOURGUIGNON ET LE PRIX DE L'EAU

Jeudi 7 juin 2007, lors de la séance du Conseil municipal de Sotteville, Pierre Bourguignon, maire socialiste de cette commune, a été interpellé sur le prix de l'eau dans sa ville.

C'est Sandrine Girod, conseillère municipale des Verts, qui lui a demandé ce qu'il pensait de la hausse du prix de l'eau à Sotteville en 2006 (+3,11%), ce qu'il comptait faire pour éviter de pareilles augmentations dans les années à venir et s'il comptait continuer à confier l'eau à l'entreprise Véolia (ex-Générale des eaux).

Il en redemande !

Il n'a avancé aucune raison à l'augmentation des prix et n'a rien dit sur ce qu'il avait fait ou sur ce qu'il comptait faire à ce sujet.

Vaguement, il a laissé entendre que les services de l'agglomération n'avaient pas bien fait leur travail (c'est eux désormais qui négocient avec les entreprises délégataires). Pour le reste, il a expliqué que confier l'eau aux entreprises privées était une bonne chose et que le bilan était positif.

Ainsi, quand Véolia fait payer aux habitants de la rive gauche les baisses de tarifs accordées ailleurs dans l'agglomération, quand Véolia fait de l'argent sur le dos des consommateurs, cela ne semble pas choquer monsieur Bourguignon. Au contraire, il en redemande en considérant qu'il faut continuer à faire confiance à cette entreprise !

Pour information : sur cette question des tarifs dans la banlieue sud, le collectif pour une Eau Publique avait écrit à tous les maires de la rive gauche (ainsi qu'à monsieur Zimeray). C'était le 12 février 2007. A ce jour, nous n'avons toujours pas reçu de réponse. Aucun d'entre eux n'a répondu par écrit à un courrier d'une association d'usagers sur une augmentation de tarifs qui a touché 100.000 habitants ! Pourtant, on nous dit que l'Agglomération serait intervenue auprès de Véolia sur ce sujet (voir page 4). Qu'a-t-il été décidé exactement ? Mystère pour l'instant...

Nous allons relancer nos courriers et surtout, nous saurons nous montrer plus insistant en vue des prochaines élections municipales.

Pesticides à Bezancourt : Une eau polluée depuis 8 ans, un captage abandonné

Depuis 1999, **l'eau des communes du syndicat de Bezancourt** (regroupant Bezancourt, La Feuillie, Brémontier-Merval et Beauvoir-en-Lyons) du côté de Gournay, **est polluée aux triazines** (produits dérivés de l'atrazine, un herbicide utilisé dans la culture du maïs).

Depuis 8 ans !

Et depuis 8 ans, le préfet et la DDASS, par dérogation, autorisent la distribution et la consommation de cette eau, tandis que Véolia, l'exploitant, facture comme si de rien n'était. Ces communes sont alimentées par le **captage de Mesnil-Lieubray** où les relevés dépassent plusieurs mois par an la norme de 0,1 microgramme par litre, valeur limite adoptée en France.

La dernière dérogation, attribuée en décembre 2005, était valable pendant deux ans.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la situation ne s'est pas arrangée depuis. Pire, dans un communiqué à la population, daté du 11 avril 2007, **le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales déclarait : « Je recommande à la population des communes alimentées par le syndicat d'adduction d'eau publique de Bézacourt de ne pas boire l'eau du robinet jusqu'à nouvel ordre »**. En effet, des relevés du 16 mars et du 2 avril 2007 indiquaient des teneurs en triazines supérieures à 0,4 microgrammes par litre, et ce pendant une période supérieure à 30 jours ! **Le captage est maintenant fermé**, et les habitants sont provisoirement alimentés par un autre, celui de Bouchevilliers.

Des citoyens des communes concernées exigent désormais la **transparence** et des **mesures rapides**. Le 16 mai dernier, à La Feuillie, une réunion était organisée sur le sujet par l'association « *L'usager ordinaire et les services publics* ». Des solutions ont été débattues (usine de traitement ; raccordement définitif au captage de Bouchevilliers...), mais **ce problème soulève la question de la protection de nos ressources en eau et des politiques de prévention à mettre en place**. Car l'atrazine (interdite depuis 2003) n'est pas le seul polluant, la seule menace qui plane sur nos nappes.

Protection des captages, périmètres protégés étendus, contraintes renforcées aux alentours, développement de l'agriculture biologique... il n'y a plus de temps à perdre !

***Protéger notre eau, c'est vital, c'est urgent !
Développons la seule agriculture non polluante :
l'agriculture biologique !***

Fête présidentielle au Fouquet's : il n'y avait pas que du champagne au menu !

Tout le monde se souvient que sitôt élu, notre nouveau président allait fêter sa victoire dans un très célèbre et très chic restaurant parisien, *Le Fouquet's*, entouré de quelques-uns de ses plus proches amis. Parmi eux, *Le Canard Enchaîné* du 16 mai 2007 nous signale un certain Henri Proglio, PDG de Véolia...

Entre deux coupes de champagne, on a dû parler un peu d'eau...

Des « goûteurs d'eau » dans l'agglomération ? Pourquoi pas, mais pas au service des marchands d'eau !

Lors du dernier Observatoire de l'eau, l'Agglomération nous présentait sa volonté de promouvoir l'eau du robinet. Dans ce cadre, elle envisage de mettre en place un réseau de « goûteurs d'eau », capable de signaler les problèmes de goût, d'odeur ou d'aspect en cas de problème.

La plupart des distributeurs d'eau, ou des groupes d'eau minérale, ont leurs propres « goûteurs d'eau », sélectionnés parmi le personnel pour la sensibilité de leur palais. Ceux-ci exercent leur talent dans des conditions strictes d'ambiance et de température. Des laboratoires d'analyses, indépendants de ces groupes, disposent également de tels goûteurs.

Depuis quelques années les exploitants, Lyonnaise et Véolia en particulier, ont créé dans de nombreuses communes ou communautés de communes, des « clubs de goûteurs d'eau », formés de correspondants recrutés sur la base du volontariat. Mais dans ce cas, les clubs sont animés par Véolia et la Lyonnaise et les goûteurs formés par Véolia et la Lyonnaise.

Cela pose un problème de confiance et de crédibilité. Comment accorder foi à des clubs « véolia » ou « lyonnaise », des marchands dont l'intérêt est de nous vendre un maximum d'eau ? **L'indépendance par rapport aux intérêts privés est une question de principe et d'efficacité.**

L'agglomération dispose d'une régie Publique. Une formation indépendante fournie par un laboratoire indépendant des exploitants, ou par l'Office International de l'Eau (OIE), à des membres du personnel de la régie pourrait être la première étape vers la création d'un club de goûteurs d'eau indépendant des exploitants. La régie, épaulée par les municipalités, pourrait ensuite assurer elle-même la formation des correspondants et l'animation des clubs.

Il n'y a pas besoin de précipitation et on peut procéder par étape.

Pourquoi ne pas déjà demander aux habitants de l'agglomération de s'exprimer directement sur un site ouvert à tous, pour poser leurs questions ou signaler des problèmes ?

Si l'agglomération veut vraiment donner la parole aux habitants et redonner confiance en l'eau du robinet, alors il lui faut faire preuve de la plus grande indépendance par rapport aux intérêts privés..

**Des clubs de goûteurs d'eau animés par la régie publique, oui.
Des clubs relais de la communication des entreprises, non.**

Attention, le goût n'est pas tout !

Si le goût est important, ou plus exactement l'absence d'un goût désagréable, si le goût et l'odeur sont susceptibles de mettre en évidence certains problèmes dans les réseaux et donc de permettre des améliorations, **cela ne garantit en rien la qualité de l'eau d'un point de vue chimique.**

En effet, la présence de pesticides ou de métaux ne sera pas mise en évidence de cette manière. Pour preuve, de nombreuses eaux sont déjà distribuées avec des pesticides sans qu'elles présentent un goût particulier.

L'idée de redonner confiance en l'eau du robinet et de limiter la consommation d'eau en bouteille est une bonne idée. Mais elle nécessite la confiance en la ressource, et donc une politique claire et ambitieuse de protection de notre eau.

Observatoire de l'eau : on ne risque pas l'overdose !

Lors du dernier Observatoire de l'eau, on nous avait promis une nouvelle réunion de cette instance au mois de juin 2007... Nous l'attendons toujours ! C'est dommage, nous avons des questions à poser. Cette année, il n'y aura donc eu que deux réunions de cet observatoire qui regroupe les services de l'agglomération, les associations et les acteurs de l'eau. C'est loin de ce qu'il faudrait pour permettre un réel dialogue et une véritable circulation de l'information. Comme quoi, la « démocratie participative » n'est pour certains qu'un slogan de campagne.

François Zimeray aux abonnés absents.

Lors du dernier Conseil d'agglomération, le 26 mars dernier, nous avons interpellé monsieur Zimeray sur la hausse des prix sur la rive gauche. Nous lui avons fait remarquer qu'il n'avait pas répondu à nos courriers sur le sujet. Loin de se démonter, il s'est tourné vers le directeur du « pôle eau » en lui demandant pourquoi il ne nous avait pas répondu ! C'est ce qui s'appelle refiler le bébé ! Dans la foulée, il nous a assuré que nous aurions bientôt notre réponse. Nous l'attendons toujours.

Prix rive gauche, une avancée ?

A ce même Conseil d'agglomération, nous avons pu discuter avec plusieurs conseillers (PS et PC). D'après eux, il semblerait que l'agglomération ait enfin renégocié pour changer la "formule de révision" du contrat entre Véolia et les communes de la rive gauche, formule qui ajuste chaque année le prix du mètre cube et qui était très inflationniste. Les hausses futures (dues à la hausse des taxes) devraient donc être amorties par une réduction de la marge de Véolia. **Cela reste à confirmer et à vérifier, mais ce pourrait être une petite victoire** : après une campagne de presse, 4000 tracts distribués à la population, l'interpellation des élus et les interventions d'élus dans les conseils de Petit-Couronne, Petit-Quevilly, Saint-Etienne et Sotteville, ce serait mérité.

La procédure de protection du captage de Maromme enfin lancée !

Toujours lors de ce Conseil d'agglomération, Dominique Gambier, le « général des eaux », est intervenu pour dire que la procédure de protection du captage de Maromme allait être lancée, que la décision avait été prise en Bureau d'agglomération. Tant mieux, nous avons mené campagne pour signaler le problème (vieux de plusieurs années !) et exiger des mesures rapides. Des élus avaient relayé ces demandes. Boris Lecœur, maire PC de Maromme, nous a écrit et nous dit qu'un hydrogéologue va donc être désigné pour mener une étude et faire des propositions, ce qui correspond à la première étape de la procédure. Nous suivrons tout cela avec attention.

Eau : privée et polluée, elle est plus chère.

Le 13 mars, l'Institut Français de l'Environnement (IFEN) publiait une étude sur le prix de l'eau en France. Ciblait les tarifs 2004, elle confirme ce que nous constatons dans l'agglomération rouennaise :

- en moyenne en France, le prix de l'eau distribué par les entreprises privées est plus élevé de 75 centimes d'euro par mètre cube, par rapport à l'eau distribuée par les régies publiques. Dans l'agglomération, cet écart est de 21% en 2005.
- le prix de l'eau augmente plus vite que l'inflation. En France, entre 2001 et 2004, il a augmenté de 2,4% en moyenne. Dans les communes de la banlieue sud de Rouen, il a augmenté entre 3 et 4 % en 2006 !
- plus l'eau est polluée, plus elle est chère. Malheureusement, nos ressources sont de plus en plus touchées, en particuliers par les pesticides. Menace pour le futur, cette dégradation entraîne d'ores et déjà des traitements coûteux, payés par le consommateur. Ce qui démontre l'urgence d'une autre politique de l'eau, qui se donne réellement comme priorité la protection et l'économie de la ressource.

Adhérez au Collectif pour une Eau Publique

Adhérer à notre collectif, c'est soutenir son combat pour une eau 100% publique, une gestion transparente, démocratique et durable de cette ressource si précieuse.

Renvoyez ce coupon et un chèque de 10 euros (à l'ordre d'Attac Rouen) à :
Collectif Eau Publique - Maison des Associations et de la Solidarité
22, rue Dumont d'Urville, 76000 Rouen

Nom : Prénom :

Adresse :

Tél : Mail :